

En Montérégie-Centre: La structure du réseau de santé révisée

Stéphanie Mac Farlane Publié le 28 mai 2016



Richard Deschamps, président-directeur général du Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre (CISSSMC).

©Photo TC - Archives

FINANCES. Le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre (CISSSMC) revoit actuellement sa structure organisationnelle. L'objectif? Réduire les dépenses de 15 M\$ tout en offrant des soins de qualité. Les syndicats, eux, parlent plutôt de suppressions de poste qui se traduisent par une diminution des services.

«On est dans une démarche d'optimisation pour régulariser les coûts en fonction d'un *benchmark* avec d'autres organisations semblables», explique Richard Deschamps, président-directeur général du CISSSMC.

La direction a comparé le coût de ses activités avec celles d'une trentaine d'organisations. Les écarts ont été analysés. Les dirigeants y ont relevé des économies potentielles évaluées entre 40 et 45 M\$. De ce montant, l'organisation souhaite récupérer 15 M\$

«On ne peut pas demander d'aller chercher 40 M\$, convient M. Deschamps. On a conclu de ramener cet écart à la moyenne du groupe. On pourrait être encore meilleur, mais il faut être logique et le faire sans heurter l'organisation. En se donnant rendez-vous avec la moyenne, on ne pense pas beaucoup se tromper.»

Réaménagement

Des 15 M\$, 3 M\$ ont été récupérés des réapprovisionnements. Trente-cinq postes vacants, occupés par des employés temporaires, ne seront pas renouvelés. «En toile de fond, on ouvre 600 postes [présents dans la structure qui n'étaient pas affichés pour différentes raisons]. Ces 35 personnes auront la chance de continuer à travailler, soutient M. Deschamps. À la fin, 0,07% des effectifs seront visés.»

Syndicats

Du côté syndical, l'optimisation est perçue comme un recul. La Fédération interprofessionnelle du Québec, section Haut-Richelieu-Rouville, qui représente notamment les infirmières, transmet l'inquiétude de ses membres relativement à leurs conditions de travail et au service offert aux usagers.

Des préoccupations partagées par Lyne Benoit, présidente de la section Haut-Richelieu-Rouville de l'APTS qui représente, entre autres, les professionnels des services psychosociaux et les nutritionnistes.

«En 2015-2016, ce sont 20-25 postes qui n'ont pas été remplacés ou qui ont été coupés. On absorbe le déficit par ces non-remplacements», croit-elle.